\*\*\*\* \*num\_5 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_libéra \*titre\_ \*texte\_

La population française dépassait les 67 millions d'habitants au 1er janvier 2020, soit une croissance de 0,3% limitée par la baisse continue de la natalité depuis cinq ans, néanmoins plus modérée cette année, a annoncé mardi l'Insee.

Il y a eu en France, en 2019, 753.000 naissances (6.000 de moins qu'en 2018) et 612.000 décès (2.000 de plus), soit un solde positif de 141.000 personnes mais à son plus bas historique depuis la Seconde guerre mondiale.

Le taux de fécondité, qui recule depuis 2015, tend à se stabiliser, s'établissant désormais à 1,87 enfant par femme contre 1,88 en 2018.

La croissance de la population est tirée en 2019 comme les années précédentes par les naissances davantage que par le solde migratoire. La différence entre les entrées et sorties du territoire ressort en effet à +46.000 personnes, en diminution par rapport à 2018.

La baisse des naissances se confirme en 2019, mais à un rythme plus ralenti poussant l'Insee à évoquer dans son bilan annuel une «stabilisation de la fécondité»: 6.000 bébés de moins l'an dernier, après 12.000 de moins en 2018, 14.000 en 2017, 15.000 en 2016 et 20.000 en 2015.

\*\*\*\* \*num\_34 \*an\_2022 \*quart\_1 \*presse\_libéra \*titre\_ \*texte\_

Si la crise sanitaire a eu pour conséquence une surmortalité notable, même si moindre qu'en 2020, la population a continué de croître en France, d'après le bilan démographique publié par l'institut de statistiques ce mardi.

La campagne de recensement de la population, menée par l'Insee avec la participation des communes, s'ouvre ce jeudi en France métropolitaine et dans certains territoires d'Outre-mer. A quelques jours de son lancement, l'organisme publie son bilan démographique annuel. Mortalité en baisse, natalité qui résiste d'avantage qu'attendu : on vous résume les principaux enseignements.

La population continue d'augmenter

Au 1er janvier 2021, la population française s'élevait à 67,8 millions d'habitants, dont 65,6 en métropole. C'est 0,3 % de plus que l'année précédente à la même époque. La tendance au ralentissement de la croissance démographique observée ces dernières années en France mais aussi à l'échelle européenne se confirme, sans que la pandémie de Covid-19 ait eu un effet significatif sur l'évolution.

Le solde naturel - la différence entre le nombre de décès et nombre de naissances sur le territoire national - s'élève à +81 000 personnes. S'il est supérieur à celui de 2020 (où il avait atteint un solde historiquement bas, à +66 000), il n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la pandémie. C'est désormais le solde migratoire (+140 000 personnes supplémentaires en 2021) qui assure la plus grande part de l'accroissement de la population.

La natalité résiste face au Covid

Neuf mois après le premier confinement, dès décembre 2020, la natalité a très fortement chuté, le premier confinement ayant perturbé les projets de parentalité de nombreux couples. Jusqu'en mars, le pourcentage des naissances est bien inférieur à celui de l'année précédente, avec un écart allant jusqu'à 13 % entre le nombre de naissances recensées en janvier 2020 et celui de 2021. Un «baby-krach» lié à l'incertitude de la crise sanitaire, qui a « *pu décourager les couples de procréer au printemps 2020»*et les inciter à *«reporter leurs projets de parentalité»*, analyse l'Insee.

Un an après, cependant, au printemps 2021, la situation se stabilise : la natalité est repartie à la hausse au printemps . Ce rebond, qui s'est suivi d'une «forte remontée» depuis l'été jusqu'à la fin de l'année, a donc permis de rattraper le passage à vide des premiers mois et de rééquilibrer le bilan annuel. Le niveau des naissances de l'année 2020 a même été légèrement dépassé, note l'Insee : au total, 738 000 bébés sont nés en 2021, soit 3 000 de plus que l'année précédente (+0,4 %), mettant fin à une baisse continue entre 2015 et 2020.

Pour l'heure, il n'est cependant pas possible d'évaluer si cette hausse est un simple rattrapage ou si elle s'installera durablement. Reste que l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF), estimé à 1,83 enfant par femme - en dessous du seuil de remplacement de la population -, est très légèrement inférieur à celui de 2020 et confirme ainsi la tendance d'une baisse progressive, que l'on constate chaque année depuis 2014.

Une surmortalité toujours bien réelle

Du côté de la mortalité, sans surprise, l'année a été encore marquée par l'épidémie de Covid-19. Le nombre de décès apparaît toujours plus important qu'avant la pandémie : en 2021, quelque 657 000 personnes sont décédées en France, soit 44 000 de plus (+7,1 %) qu'en 2019.

On dénombrait cependant 12 000 décès de moins qu'en 2020, première année de l'épidémie fortement marquée par la très meurtrière première vague. Grâce à la vaccination, *«la quatrième vague durant l'été 2021 a été beaucoup moins meurtrière en France métropolitaine»,* relève les démographes. Par rapport à ce qui aurait été attendu d'un point de vue statistique, les experts de l'Insee estiment que l'épidémie de Covid s'est traduite en 2021 par 35 000 décès supplémentaires, moins que l'excédent de 47 000 décès estimés en 2020.

Enfin, l'espérance de vie qui avait nettement reculé en 2020 en raison là encore du Covid, s'est légèrement reprise en 2021, sans toutefois retrouver ses niveaux d'avant la pandémie. Elle atteint une moyenne de 85,4 ans pour les femmes (+0,3) et 79,3 ans (+0,2) pour les hommes.

\*\*\*\* \*num\_54 \*an\_2023 \*quart\_3 \*presse\_libéra \*titre\_ \*texte\_

Les derniers chiffres de l'Insee montrent que le taux de natalité poursuit sa baisse. L'Hexagone s'en sort toutefois mieux que ses voisins, notamment grâce aux politiques publiques de soutien aux familles, analyse la chercheuse Magali Mazuy.

On a recensé en France près de 24 000 naissances de moins au premier semestre 2023 par rapport à 2022. Pour la chargée de recherche en démographie Magali Mazuy, ces chiffres s'expliquent principalement par une entrée plus tardive des femmes en maternité.

Le nombre de naissance a baissé de 6,8 % au premier semestre 2023 par rapport à 2022. Comment expliquer cette chute ?

La natalité a deux composantes : le nombre de femmes en âge de procréer et le nombre moyen d'enfant par femme. Si les deux baissent, cela entraîne une chute du nombre de naissances, et c'est ce que l'on observe. Ce que l'on constate principalement est un retard de l'entrée en maternité. On a une forte chute du nombre moyen d'enfant par femme avant 30 ans, mais après 35 ans, on observe une augmentation de la fécondité. Et comme ce sont des âges où la fécondité est plus faible, on enregistre une chute relativement élevée des naissances. Le décalage de l'âge à la maternité est une tendance régulière et ancienne, mais il s'est accentué ces dix dernières années. On peut l'expliquer par des événements comme la crise sanitaire, mais plus largement par une certaine incertitude que ressentent les jeunes générations. Leur situation se vulnérabilise économiquement et financièrement, ils subissent une forte précarisation, tout en s'inquiétant des crises climatiques. Je pense que les jeunes attendent des politiques publiques de soutien aux études et à l'emploi, mais aussi de gestion de la crise environnementale.

Comment va se traduire cette évolution de la natalité dans les familles ?

On ne sait pas encore si l'infécondité définitive va réellement augmenter, avec des personnes qui ne veulent pas du tout d'enfants, ou si on se tourne plutôt vers une réduction de la taille moyenne des familles, avec une possible augmentation d'enfants uniques. Cette dernière hypothèse, qu'il faudra vérifier dans quelques années, me semble plus probable. L'injonction comme le désir d'avoir des enfants reste encore forte en France, même si se dégage un mouvement de remise en question, notamment autour de la crise climatique, avec des jeunes qui revendiquent ne pas vouloir d'enfant.

L'indicateur de fécondité est de 1,83 enfant par femme en France, contre 1,5 dans l'ensemble de l'Union européenne. Est-ce la preuve qu'il ne faut pas s'alarmer ?

La publication chaque mois par l'Insee de l'évolution de la natalité et les débats qui s'ensuivent peuvent être un peu anxiogènes, mais en réalité la situation n'est pas alarmante. Quand on compare avec nos voisins européens, notre natalité reste soutenue, même si effectivement on est un peu en dessous du seuil de renouvellement des générations.

Qu'est-ce qui différencie la France de ses voisins européens ?

Historiquement, la France a été un pays nataliste, avec des politiques assez fortes en ce sens, et un système un peu différent des autres pays. On peut penser aux allocations familiales, au soutien à la petite enfance, avec un système d'aide à la garde dès le plus jeune âge, au congé parental, aux aides quand on embauche des nourrices, à une scolarisation à quasiment 100 % dès 3 ans, ce qui là encore est assez particulier en comparaison avec nos voisins européens. La scolarisation forte et le développement des crèches ont fait que les femmes françaises ont pu retourner travailler relativement vite. Il y a peu d'exclusion des femmes qui ont un ou deux enfants, avec un retour sur le marché du travail assez fort. C'est plus compliqué pour les mères de familles nombreuses. La possibilité de combiner vie de famille et vie professionnelle est un vecteur assez important du maintien de la fécondité. Dans des pays où ces politiques d'aide des mères à retourner sur le marché de l'emploi sont absentes, où il y a une forte polarisation de genre, les femmes peuvent avoir plus de mal à retourner sur le marché de l'emploi. En Allemagne et en Italie par exemple, où les différences de genre sont plus marquées, avec des systèmes plus familialistes, ils ont observé des chutes fortes de la fécondité parce que les femmes restaient sur le marché de l'emploi et ne faisaient plus d'enfants. De manière générale, la natalité reste au prix d'une fatigue importante des mères, qui malgré du soutien avec des modes de garde, continuent d'assumer principalement les tâches d'intendances domestiques en rapport avec les enfants.

Des évolutions du schéma traditionnel de la grossesse, de la famille et des formes de parentalités pourraient-elles faire évoluer les tendances de natalité ?

Tout ce qui permet de diversifier, d'assouplir le modèle familial, la diversification des formes de faire famille a un impact démographique certain. Si on prend l'exemple des familles recomposées aujourd'hui, nous avons des politiques qui permettent des gardes alternées, un encouragement à la circulation des enfants entre les différents foyers. Pouvoir déclarer au niveau des impôts les enfants en garde alternée, à la fois pour les pères et les mères, le partage potentiel des soutiens, y compris après une séparation, le soutien aux mères isolées, tout cela peut avoir une influence.

Certains départements français ont une baisse plus marquée que d'autres. Comment expliquer ces disparités ?

C'est avant tout lié à des dynamiques de structures d'âge dans un territoire, et d'attractivité en termes de zones d'emploi de celui-ci, qui déterminera que de jeunes parents peuvent s'y installer et avoir un enfant. On a des territoires ruraux plus âgés, avec une fécondité plus faible, comme la Creuse par exemple, mais surtout parce que les jeunes en partent. Dans une moindre mesure, on observe également des cultures différentes, avec des proportions de familles nombreuses plus ou moins élevées.

\*\*\*\* \*num\_76 \*an\_2024 \*quart\_1 \*presse\_libéra \*titre\_ \*texte\_

Le Président mesure-t-il le retentissement de ses messages à l'égard des libertés, des droits et des choix des femmes ? s'interrogent Mahaut Chaudouët-Delmas, secrétaire nationale à l'égalité professionnelle du PS et le député Arthur Delaporte. Le choix de faire librement un enfant ne peut se faire dans de mauvaises conditions économiques, sociales, écologiques.

Notre stupéfaction reste intacte devant l'injonction présidentielle au réarmement démographique faite il y a une semaine. Après la validation publique de Gérard Depardieu, accusé d'agression sexuelle et de viol par 15 femmes, qui ferait «la fierté de la France», voilà renouvelée la violence symbolique à l'égard des femmes.

En ce jour officiel de lutte contre le sexisme, le 25 janvier, où nous apprenons par le Haut Conseil à l'égalité que le sexisme s'enracine toujours plus dans notre société, c'est avec le coeur lourd que nous exhortons le gouvernement non seulement à mettre en place des mesures concrètes pour l'émancipation des femmes, mais encore de mesurer le retentissement de ses messages à l'égard de leurs libertés, de leurs droits et de leurs choix. Cette responsabilité devrait obliger le gouvernement, au nom de l'égalité entre les femmes et les hommes - proclamée grande cause par deux fois.

Quid du «réarmement» politique contre l'extrême droite ? En exhortant les familles à procréer pour lutter contre l'infertilité, le Président diffuse, délibérément ou non, un discours nataliste qui veut réassigner les femmes à la sphère domestique et maternelle de laquelle un siècle de luttes féministes a laborieusement cherché à les extraire. Cette rhétorique s'inscrit dans une obsession ancienne de l'extrême droite pour le contrôle de la natalité et du corps des femmes : il suffit de regarder la Hongrie de Viktor Orbán qui organise des «sommets de la démographie», ou en France, où il y a à peine quelques mois, un député RN suggérait qu'une mère serait «mieux à la maison à s'occuper de ses enfants».

Certes, il faut combattre l'infertilité qui cause beaucoup de souffrance chez une partie de nos concitoyen·nes. Mais pourquoi adopter ce registre martial manifestement privilégié depuis la «guerre» contre le Covid-19, période pas si lointaine où les femmes étaient là encore en première ligne et qui nous exhortait déjà à tout sauf à cet imaginaire viriliste, mais à la solidarité, à l'humanité, au soin ? Pourquoi vouloir autant d'enfants «de chez nous», en faire des armes ? Contre qui ? Après la loi immigration, la préférence nationale doit-elle aussi être engagée dans les utérus ?

Quid de la protection juridique des femmes ? Nous craignons non seulement que ce discours ne se retourne contre les femmes, mais encore qu'il stigmatise et violente plus encore celles qui font le choix de ne pas avoir d'enfants. Simone Veil disait : «Il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question.» Nous y sommes : l'IVG est partout menacée. Un premier pas était franchi pour l'inscrire dans la Constitution, même si nous rappelons qu'elle est un droit fondamental, et pas une «liberté», mais le gouvernement semble désormais menacé par la pression de la droite conservatrice qui utilise l'IVG comme un levier de pression pour mieux défendre ses idées rétrogrades. Les droits des femmes ne sont pas une monnaie d'échange constitutionnelle.

Les inégalités entre les femmes et les hommes ne reculent pas

Quid de la crise écologique, économique et sociale ? La baisse de la natalité et la hausse de l'infertilité sont des réalités qu'il faut évoquer, au-delà des postures. Moins de 700 000 enfants ont vu le jour en France en 2023, une baisse de 6,6 % en un an, un record depuis les années 50. Mais pourquoi le Président occulte-t-il les causes économiques de la baisse de la natalité ? L'appauvrissement des jeunes générations est inédit : quasi-impossibilité de se loger dignement, de se nourrir à tous les repas, de trouver un travail stable et vecteur de sens... Comment dans ce contexte subvenir aux besoins d'un enfant, sans parler de ses désirs, ses loisirs, sa sécurité affective ?

Pourquoi ne pas regarder en face les raisons écologiques ? Quand on connaît la nocivité des pesticides et des perturbateurs endocriniens sur la fécondité, comment mettre en oeuvre un «grand plan» de lutte contre l'infertilité en rempilant «en même temps» pour dix ans de glyphosate ? Comment répondre à nos difficultés à nous projeter dans l'avenir, à protéger nos grossesses, nos bébés, nos enfants, des canicules et sécheresses, des dizaines de millions de déplacements forcés, de l'extinction massive de la biodiversité, des catastrophes climatiques et leurs conséquences sanitaires méthodiquement annoncées depuis des années ?

Comment ne rien dire des raisons sociales et de santé publique ? La parentalité est le moment de bascule dans la trajectoire des inégalités entre les femmes et les hommes, qui ne reculent pas (1). Les maternités sont dans un état critique : celle du CHU de Lille doit encore renvoyer patientes et nouveau-nés jusqu'en Belgique, faute de médecins ! Qu'en est-il des crèches, où il manque encore 200 000 places ? Du congé paternité, encore limité à 3 jours obligatoires et face auquel le projet de réforme du congé parental n'est qu'une fausse réponse ? Pourquoi, enfin, ne pas s'occuper des enfants qui sont déjà nés, des 3 000 d'entre eux qui dorment à la rue et dans le froid, de la mortalité infantile qui progresse pour la première fois depuis dix ans ?

La responsabilité d'un pays est d'assurer les meilleures conditions pour faire librement le choix d'avoir un enfant - économiques, sociales, écologiques, sanitaires. Pour les femmes d'abord, et pour les enfants qu'elles choisissent, ou non, d'avoir. Parler de «réarmement» démographique n'a aucun sens, sauf si le Président cherche à jouer au marchepied de l'extrême droite en laissant le champ libre aux régressions pour les droits des femmes.

Les femmes perdent 20 % de leur salaire cinq ans après l'arrivée d'un enfant (40 % pour les plus bas salaires). Leur salaire horaire diminue d'environ 5 % par enfant. Le revenu reste inchangé pour les hommes, qui au contraire voient leur charge de travail augmentée après l'arrivée d'un enfant, pour compenser.

\*\*\*\* \*num\_102 \*an\_2025 \*quart\_1 \*presse\_libéra \*titre\_ \*texte\_

**Pour le sociologue, la démographie reste une science mystérieuse, et la conception d’un enfant résulte toujours d’un choix individuel, conjugal. Face à la baisse des naissances, il propose notamment d’améliorer la prise en charge des 0-3 ans, des allocations premier enfant, et pourquoi pas de rendre gratuites les applications de rencontres.**

Faire ou ne pas faire d’enfant ? Telle est la question qui se pose de plus en plus. Quelle influence peuvent avoir les politiques publiques sur un acte intime ? Avec 1,62 enfant par femme en 2024, 663 000 naissances en 2024 (Insee) , la natalité atteint cette année un chiffre historiquement bas. Ces données annuelles sont largement commentées, le ventre des femmes ayant toujours été très scruté par les Etats. Longtemps championne en la matière, la France reste parmi les pays les plus féconds d’Europe. Mais elle fait de moins en moins d’enfants depuis 2010, comme le reste du monde, souligne Julien Damon, auteur de *lesBatailles de la natalité*(éditions de l’Aube, 2024) *.* Pour le sociologue, la situation est préoccupante, mais pas catastrophique. Si les explications sont multiples, deux leviers pourraient être activés : l’accueil de la petite enfance et l’égalité femmes-hommes. Si l’on veut enrayer ce déclin, il préconise un peu plus de mesures féministes et un peu moins de discours martiaux.

**Pourquoi fait-on moins d’enfants aujourd’hui ?**

D’abord, ce déclin du désir d’enfant affecte tous les pays riches et l’ensemble de la planète. La principale explication à cette transition démographique mondiale est liée historiquement au fait que les femmes accèdent à la contraception et à l’éducation.

Sur les raisons, tout le monde se renvoie son idéologie à la figure. Les uns vont vous dire que ce déclin est lié aux coups de rabot de la politique familiale sous François Hollande, les autres qu’il est lié à l’égoïsme et à l’individualisme des sociétés, certains encore vont souligner les problèmes géopolitiques, économique , d’autres les questions d’éco-anxiété. Nous pourrons mesurer dans vingt ou trente ans les conséquences réelles de ces derniers discours. Chaque explication a sa parcelle de validité, mais il n’y a rien de systématique, de mécanique. La baisse de la fécondité est multiforme.

**Il y a des moments charnières dans les mouvements démographiques qu’on explique souvent par un contexte de crise géopolitique ou économique…**

Le baby-boom ne débute pas en 1945, mais dès 1943, 1944, dans une période de guerre qui était loin d’être un moment de stabilité, de rêve et de grands espoirs. Sa fin dans les années 1970 est tout aussi difficile à expliquer. Les mouvements démographiques ne suivent pas toujours les crises ou l’amélioration économiques. On ne peut expliquer les récessions démographiques par le seul prisme des crises, ni la hausse par le progrès ou la stabilité.

**En France, les discours alarmistes sont récurrents, la situation est-elle vraiment préoccupante ?**

Dès qu’on a un indicateur de fécondité en dessous du seuil de renouvellement des générations, qui est à 2,1 enfants par femme, c’est un peu la panique. C’est vrai depuis 1974 ! La situation est préoccupante, mais n’appelle pas l’alarmisme. Certes, la baisse est significative en une quinzaine d’années : en 2010, on atteint un pic de fécondité avec un peu plus de 2 enfants par femme et en 2024, on est à un peu plus 1,6. Mais il faut pondérer.

La France a connu, par le passé, des niveaux de fécondité similaires : en 1993, le taux de fécondité était le même qu’en 2023. Ensuite, on se concentre sur l’indicateur conjoncturel de fécondité qui décrit, de façon quasi fictive, la fécondité de l’année, mais l’indicateur le plus important est celui de la descendance finale des générations soit le nombre d’enfants qu’ont eu les femmes à 50 ans. En la matière, la France est toujours à un niveau de fécondité qui permet le renouvellement des générations. Les femmes nées à la fin des années 1970, début des années 1980, ont déjà eu près de deux enfants par femme. Pour le moment, la situation n’est vraiment pas catastrophique.

**Quelles sont les conséquences de cette baisse du nombre d’enfants ?**

Cette baisse n’est pas anecdotique. En 2010, plus de 830 000 enfants sont nés, contre 660 000 en 2024, soit 170 000 enfants en moins. L’impact se diffuse lentement, du marché du pot pour bébé aux couches, en passant par les crèches et les écoles qui ferment, l’enseignement supérieur, jusqu’à la population active. Toute une économie liée à l’enfant se rétracte. Et évidemment, difficile de financer des retraites ou de payer des soins aux personnes âgées, une assurance maladie, s’il n’y a plus personne pour cotiser. Cela affecte l’ensemble des équilibres de la société.

**Peut-on mesurer l’influence des différentes variables explicatives de cette baisse de la natalité ?**

Le premier facteur, qui fait consensus chez les économistes, pour les pays de l’OCDE, c’est le travail féminin. Jusque dans les années 1980, dans les pays riches, plus les femmes travaillaient, moins elles faisaient d’enfants. Depuis les années 1980, dans les pays riches, là où les femmes arrivent le mieux à concilier vie familiale et vie professionnelle, la fécondité est la moins faible. Si la France est toujours au premier rang en matière de fécondité pour les pays occidentaux, devant l’Irlande ou les Etats-Unis, c’est notamment parce que l’égalité hommes-femmes, sans être atteinte, y est plus affirmée que dans d’autres pays.

**Les chiffres montrent que l’enfant peut être un piège pour les femmes : charge domestique inégalement répartie, sacrifices professionnels, dépendance économique…**

Le nombre d’enfants a un puissant impact sur le taux d’activité des femmes. Ce taux, en 2022, est équivalent dans un couple sans enfant : 89 % pour les hommes et 88 % pour les femmes. En revanche, la distance se creuse avec l’arrivée d’un bébé. Le taux d’activité passe à 96 % pour les hommes et à 86 % pour les femmes. Pour les parents avec trois enfants, dont un de moins de 3 ans, il est de 92 % pour les hommes tandis que le féminin chute à 53 %.

Dans l’opinion, les choses évoluent. En 2000, environ la moitié des Français considéraient que dans l’idéal, pour élever des enfants, la femme devait rester à la maison. En 2023, c’est 20 %. Il reste bien sûr des inégalités professionnelles et des inégalités sur les tâches de la vie quotidienne qui se réduisent difficilement. Et le télétravail n’aide pas forcément à une meilleure répartition.

**Que peut l’Etat pour améliorer la conciliation vie familiale, vie professionnelle ?**

Si on veut se préoccuper de la natalité, il faut se préoccuper de l’égalité entre les hommes et les femmes. La variable clé, c’est l’accueil des 0-3 ans. Il faut réaliser ce projet de service public de la petite enfance pour que chaque parent soit assuré d’avoir, pour son enfant, une place qui lui convienne, en structure collective ou chez une assistante maternelle. Beaucoup de progrès ont été faits depuis les années 1990 sur le financement des assistantes maternelles, inexistant auparavant, et le développement important du nombre de places en crèches. Aujourd’hui, près de 60 % des 0-3 ans ont une place en crèche ou chez une assistante maternelle. Mais il reste à faire.

**Quelles sont les familles où l’on fait le moins d’enfants ?**

Si on regarde le nombre d’enfants en fonction du niveau de vie, nous avons une courbe en U : ce sont à la fois les couples les moins aisés et les plus aisés qui ont le plus d’enfants. Au milieu, les familles des classes moyennes, qui ne sont pas la cible principale des aides familiales et ne profitent pas des exemptions d’impôts.

Il y a aussi les familles monoparentales où il n’y a potentiellement aucun enfant en plus. En moyenne, on compte 1,8 enfant dans les familles monoparentales, 1,9 dans les familles traditionnelles et 2,4 dans les familles recomposées. Dans ces dernières, dans un cas sur deux, le couple a un nouvel enfant, après la recomposition familiale. Il faut soutenir davantage ces familles recomposées. C’est dans les pays où les recompositions sont favorisées, dont la France au premier chef où les séparations avec enfants sont courantes et acceptées, que les taux de fécondité sont les moins dégradés. Nous sommes parmi les pays de l’OCDE celui où les naissances hors mariage, concernant maintenant 2/3 des enfants, sont les plus nombreuses. Les pays dont les taux de fécondité sont faibles comme le Japon ou la Corée du Sud , l’Espagne, le Portugal ou la Pologne portent une vision conservatrice de la famille − on se marie, puis on fait des enfants − alors que l’inverse semble plus efficace du point de vue de la natalité.

**En matière de natalité, l’action publique semble toujours avoir un temps de retard, elle agit sur le présent au lieu d’anticiper. Comment changer de regard ?**

La politique familiale a longtemps été vue comme la branche d’ajustement des autres politiques sociales. On picore dans la caisse des politiques familiales pour financer les retraites par exemple. Jusqu’à récemment, comme la fécondité n’était pas problématique, on a peu agi à ce sujet en matière de politique familiale et de logement, ou de façon dispersée. Or, la politique et le marché du logement ont leur impact sur la fécondité. Un enfant, c’est une pièce en plus, et chaque enfant, c’est cinq kilomètres en plus par rapport au centre-ville, en gros. Beaucoup de Français rêvent d’un pavillon pour élever leurs enfants. Sur ce point, l’enjeu écologique percute l’enjeu démographique, car restreindre l’accès au pavillon peut avoir un impact négatif sur le taux de fécondité. De même, les conditions d’attribution d’un logement social ne priorisent pas les jeunes couples sans enfant. Il ne faut pas attendre des miracles de révisions des paramètres des politiques mais chacune a son impact.

**Que préconisez-vous pour inciter à ce premier enfant ?**

Il est singulier qu’en France, il n’y ait pas d’allocation pour le premier enfant. Les aides sont progressives en fonction du nombre d’enfant. Ce dispositif vient d’une idée ancienne selon laquelle le premier enfant arrive tout seul, et que c’est à partir du second qu’il faut un effort pour aider la famille. Aujourd’hui, l’enjeu est d’inciter les parents à faire un premier enfant, ce qui implique de sortir des logiques traditionnelles de l’après-guerre qui ont valu jusqu’aux années 1970. La famille monsieur Gagnepain et madame Aufoyer a vécu, et les aides ne sont plus adaptées à l’aspiration fondamentale des parents d’équilibrer temps familiaux et temps professionnels.

**Peut-on mesurer l’impact de ces politiques sur un choix qui relève de l’intime ?**

Bien que la démographie soit une science très mathématisée, elle garde sa part de mystère. La conception d’un enfant résulte toujours d’un choix individuel, conjugal. Ne survalorisons pas la prise des politiques publiques en la matière. Il est vrai qu’une baisse des allocations familiales, des avantages fiscaux peut avoir un impact. Mais ce n’est pas en augmentant ces dépenses que la fécondité reprendra. En France, depuis une quinzaine d’années, les efforts réalisés pour soutenir l’articulation vie familiale et vie professionnelle n’ont pas réussi à inverser la tendance.

Dans les pays dictatoriaux, l’impact est puissant quand il s’agit de diminuer le nombre d’enfants avec la politique de l’enfant unique, etc. Mais, aujourd’hui en Chine, le soutien massif à la famille nombreuse n’a pas d’impact. Réduire le nombre d’enfants est aisé, mais le faire augmenter s’avère compliqué.

**L’immigration peut-elle être une solution ?**

Sur le papier, c’est la solution immédiate. C’est d’ailleurs l’une des préconisations de l’OCDE. Faire venir des jeunes actifs de pays où la fécondité est élevée fait augmenter la part de la population active, donc les cotisations pour les retraites, et fait augmenter le nombre de naissance − plutôt que le taux de fécondité lui-même. J’y vois deux obstacles : dans le contexte politique actuel, soutenir cette proposition est difficile sans se faire pulvériser sur l’autel des bagarres idéologiques autour du «grand remplacement» ou de la créolisation de la société. Ensuite, envisager l’Autre, l’Etranger comme simplement un utérus pour fournir des bébés me semble un peu étrange.

**Vous plaidez pour prendre davantage en compte un facteur négligé, qui serait l’amour… Comment imaginer une politique publique de l’amour ? L’Etat doit-il intervenir ?**

L’absence de conjoint est un point clé de la baisse de la fécondité. La lutte contre l’isolement passe par proposer pour ceux qui le souhaitent des moyens de rompre cette solitude. Compenser les aspects négatifs de certaines situations comme la monoparentalité est nécessaire, mais il faut aussi que les institutions familiales donnent aux gens les moyens de pouvoir se rencontrer, se composer et se recomposer. Par des fêtes, la vie sociale, les réseaux sociaux, les applications de rencontre, qui sont souvent payantes… Je le dis à la fois en souriant et très sérieusement. Ce ne serait pas plus intrusif que d’autres formes de l’action publique. On ne s’en rend pas toujours compte, mais l’Etat est en intrusion permanente dans notre vie privée.